COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN
PROCES VERBAL DE SEANCE
BUREAU DU MARDI 24 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le Bureau légalement convoqué le 17 juin 2025 s'est réuni le mardi 24 juin 2025 à 18 heures 30 au Salon du Jumelage de la mairie de Neufchâteau, sous la présidence de Monsieur Simon LECLERC.

ORDRE DU JOUR :

Approbation du procès-verbal du 22 mai 2025

• **DECISIONS DANS LE CADRE DE LA DELEGATION AU BUREAU**

1. CREATION D'EMPLOI SUITE A AVANCEMENT DE GRADE D'UN AGENT INTERCOMMUNAL – SERVICE ECOLE DE MUSIQUE
 2. MODIFICATION DE LA DUREE HEBDOMADAIRE DE SERVICE DE DEUX EMPLOIS A TEMPS NON COMPLET DE PLUS DE 10% - CREATION DE DEUX EMPLOIS PERMANENTS D'EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS (CAT A) A TEMPS COMPLET ET SUPPRESSION DE DEUX EMPLOIS D'EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS A TEMPS NON COMPLET- SERVICE RELAIS PETITE ENFANCE.
 3. CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ATTACHE (CAT A) A TEMPS COMPLET – DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET DE LA COMMUNICATION
 4. MANDAT AU CENTRE DE GESTION DES VOSGES POUR LE LANCEMENT DE LA CONSULTATION DES NOUVEAUX CONTRATS-GROUPES DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE 2027-2032
 5. ACTUALISATION DES MODALITES D'EXERCICE DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL
 6. TRAVAUX D'EXTENSION ET DE FERMETURE DU QUAI DE TRANSFERT À LA DÉCHÈTERIE A NEUFCHATEAU
 7. PROGRAMME DE TRAVAUX DE RESTAURATION, RENATURATION ET ENTRETIEN DE LA MEUSE, DE LA SAONELLE, DU VAIR INFERIEUR ET LEURS AFFLUENTS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN 2eme ANNEE DE TRAVAUX
 8. TRAVAUX D'EXTENSION DE LA MAISON DE SANTE A CHATENOIS (88)
 9. MARCHE DE PRESTATION DE SERVICES – BALAYAGE MECANISE DE VOIRIES
 10. DIVERS
-

Présents :

M Simon LECLERC - M Guy SAUVAGE - M Cyril VIDOT - M Philippe EMERAUX - M Damien LARGES - Mme Jenny WILLEMIN - M Michel LALLEMAND - M Bruno ORY – Mme Hélène COLIN - Mme Elisabeth CHANE - M Yvon HUMBLOT – M Stéphane LEBLANC - M Thierry CALIN – Mme Nadine HENRY – M Christian ALBERTI - M Daniel ROGUE – Mme Muriel ROL - M Jean SIMONIN - M Jean-Claude MARMEUSE – M Jacques BRELE - M François FAUCHART.

Absents excusés :

M Jean-Marie LOUIS – M Frédéric DEVILLARD – M Francis BAUNIN - M Christophe COIFFIER - M Joël BRESSON – M Didier POILPRE - M Stéphane PHILIPPE - M Philippe HUREAU - M Denis ROLIN.

Pouvoirs :

Mme Dominique HUMBERT donne pouvoir à M Cyril VIDOT
M Patrice NOVIANT donne pouvoir à M Philippe EMERAUX
Mme Jacqueline VIGNOLA donne pouvoir à Mme Nadine HENRY
Mme Véronique THIOT donne pouvoir à M François FAUCHART
M Christophe LAURENT donne pouvoir à Mme Muriel ROL
M Jean-Luc ARNAULT donne pouvoir à M Jean-Claude MARMEUSE
M Didier MAGINEL donne pouvoir à M Damien LARGES

Nombre de conseillers en exercice : 37
Présents : 21
Votants : 28

Est nommé secrétaire de séance : M Guy SAUVAGE

1. CREATION D'EMPLOI SUITE A AVANCEMENT DE GRADE D'UN AGENT INTERCOMMUNAL (ECOLE DE MUSIQUE)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.5211-1

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.313-1 et L.542-1 à L.542-5

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Monsieur le Président précise que le fonctionnaire intercommunal est inscrit sur le tableau d'avancement de la collectivité qui prend la décision (métropole du Grand Nancy).

Ce dernier ayant été nommé le 01/05/2025, en vertu du principe d'unicité de la carrière, la seconde collectivité doit procéder à la nomination de cet agent sur le nouveau grade à une date de prise d'effet identique.

Cette nomination est sans influence sur ses propres possibilités d'avancement de grade et n'impacte pas les seuils de nomination de la collectivité.

Il est proposé au bureau de créer le poste correspondant à l'avancement de l'agent concerné.

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,

Décident par 28 voix pour

- **DE CREER** le poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet (10/20ème).
- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des effectifs
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants

2. MODIFICATION DE LA DUREE HEBDOMADAIRE DE SERVICE DE DEUX EMPLOIS A TEMPS NON COMPLET DE PLUS DE 10% - CREATION DE DEUX EMPLOIS PERMANENTS D'EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS (CAT A) A TEMPS COMPLET ET SUPPRESSION DE DEUX EMPLOIS D'EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS A TEMPS NON COMPLET- SERVICE RELAIS PETITE ENFANCE

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général de la fonction publique,

Vu le décret 2006-1695 du 22 décembre 2006 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie A,

Vu le décret n° 2017-902 du 09/05/2017 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants,

Vu le décret n° 2017-905 du 09/05/2017 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable au grade d'éducateur de jeunes enfants,

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 11/06/2025,

Vu le tableau des effectifs,

Le Président précise que la mise en place du **dispositif national des mille premiers jours de l'enfant** (destiné aux parents ou futurs parents pour répondre à leurs besoins d'information et d'accompagnement) nécessite d'augmenter le temps de travail des deux postes d'éducateur de jeunes enfants actuellement à temps non complet (30H/S et 28H/S) et de passer ces deux postes à temps complet 35H/S à compter du 01/09/2025.

Ces missions sont accompagnées financièrement par la CAF.

Cette modification étant supérieure à 10% de la durée du temps de travail initialement fixée, celle-ci doit être considérée comme une suppression de poste.

Le Président propose par conséquent au Bureau, conformément aux dispositions fixées aux articles 34 et 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, de créer deux postes d'éducateur de jeunes enfants à temps complet (35/35^{ème}) et de supprimer simultanément les deux postes d'éducateur de jeunes enfants à temps non complet (30/35^{ème} et 28/35^{ème}) à compter du 01/09/2025.

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,
Décident par 28 voix pour

- **DE CREER** les deux postes précédemment désignés conformément à la date proposée
- **DE SUPPRIMER** les deux postes précédemment désignés conformément à l'avis du CST
- **DE MODIFIER** en conséquence le tableau des effectifs.
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants.

2025-066

3. CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ATTACHE (cat A) A TEMPS COMPLET – DIRECTION DU DEVELOPPEMENT CULTUREL ET DE LA COMMUNICATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.5211-1

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.313-1 et L.542-1 à L.542-5

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Monsieur le Président expose que conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité territoriale ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Bureau de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Dans le cadre de la réussite au concours d'Attaché territorial (cat A), de l'agent qui occupe actuellement le poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe titulaire, il est proposé de créer l'emploi d'Attaché afin de nommer l'agent au 01/10/2025.

Considérant l'arrêté 2022-138 du Président en date du 05 avril 2022 portant adoption des lignes directrices de gestion détaillées après recueil de l'avis du Comité technique Commun en date du 30/03/2022,

Sous l'autorité de la Directrice du développement culturel et de la communication, les missions sont les suivantes :

- Suivi des projets d'éducation artistique (classe culturelle, atelier arts et environnement, grande dictée)
- Organisation des manifestations en partenariat avec d'autres structures
- Suivi du dossier VMA en lien avec le service développement économique
- Organisation des sorties culturelles
- Médiation
- Rédactionnel pour les supports du service communication
- Création graphique occasionnelle

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire territorial de catégorie A de la filière administrative au grade de : Attaché territorial

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaires, les fonctions pourront être exercées par un contractuel de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article L 332-14 et L 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,

Le Président précise que la rémunération de cet agent sera celle fixée par la réglementation en vigueur pour le cadre d'emploi concerné en fonction du niveau de recrutement, des diplômes et de l'expérience professionnelle antérieure dans la limite de l'indice terminal du grade correspondant.

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,
Décident par 28 voix pour

- **D'APPROUVER** la création de l'emploi permanent d'Attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions précédemment définies à compter de ce jour
- **DE DONNER** tout pouvoir au Président pour la mise en œuvre de cette décision
- **D'INSCRIRE** le poste au tableau des effectifs
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants

4. **MANDAT AU CENTRE DE GESTION DES VOSGES POUR LE LANCEMENT DE LA CONSULTATION DES NOUVEAUX CONTRATS-GROUPES DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE 2027-2032 (à la suite de la prorogation des conventions en cours)**

VU le Code général de la fonction publique notamment les articles L 221-1 et suivants relatifs à la négociation et accords collectifs, les articles L 827-1 et suivants relatifs à la protection sociale complémentaire,

VU le Code des Assurances,

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du 28 mars 2025 approuvant le lancement d'une consultation pour la relance de deux conventions de participation mutualisées dans le domaine de la Protection Sociale Complémentaire pour les risques « Prévoyance - Maintien de salaire » et « Mutuelle Santé »,

VU l'avis (favorable) du Comité Social Territorial du 11 juin 2025,

Considérant l'intérêt de prendre en compte la Protection Sociale Complémentaire Prévoyance -Maintien de salaire et Mutuelle Santé des agents de la collectivité, et de participer à cette mise en concurrence mutualisée proposée par le Centre de Gestion des Vosges,

Monsieur le Président rappelle au Conseil les dispositions suivantes :

- L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
- Le décret n°2022-581 paru le 20 avril 2022 **oblige les employeurs publics à participer financièrement** à la couverture de leurs agents (fonctionnaires, non titulaires et de droit privé) en matière de :
 - o **Prévoyance-Maintien de Salaire** depuis le **1^{er} janvier 2025 avec un minimum de 7€/mois/agent**
 - o **Mutuelle Santé** à compter du **1^{er} janvier 2026 avec un minimum de 15€/mois/agent ;**
- L'accord collectif national du 11 Juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux ;
- En application des dispositions de l'article L.827.7 du Code général de la fonction publique, **le Centre de Gestion a une obligation de proposer** aux employeurs publics territoriaux des garanties issues de contrats collectifs (procédure des conventions de participation) ;
- L'accord de méthode fixant la procédure de négociation relatives à la protection sociale complémentaire dans le ressort du CDG88 co-signé avec les instances représentatives du personnel
- L'accord collectif local préparatoire dont la signature est à venir, fixant les modalités communes à intégrer dans les cahiers des charges des deux nouvelles conventions de participation ;

Le Centre de Gestion des Vosges doit donc renouveler ses démarches initiées en 2013 et relancer une procédure de mise en concurrence pour les risques Prévoyance - Maintien de Salaire et Mutuelle Santé. A l'issue de cette procédure, un seul opérateur par risque, sera retenu et chaque convention de participation aura une durée de six ans conformément à l'article L827-6 du Code général de la fonction publique. Les organismes et les offres retenus seront présentés aux collectivités dans les mois suivants l'attribution.

La présente délibération a pour but de proposer aux collectivités intéressées de se joindre au CDG88 gratuitement pour lancer la procédure de mise en concurrence, en lui donnant mandat par délibération. Cette dernière n'a pas vocation à engager la collectivité en faveur d'une adhésion. Les démarches d'adhésion aux conventions se feront postérieurement à l'attribution.

Dans un souci de simplification pour les collectivités, le Centre de Gestion des Vosges se chargera de l'ensemble des démarches, pour une prise d'effet des conventions de participation au 1^{er} Janvier 2026 ou 1^{er} Janvier 2027.

Il est précisé que les tarifs et garanties seront soumis préalablement à l'autorité territoriale afin qu'elle puisse prendre la décision de signer ou non la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion des Vosges à compter du 1^{er} Janvier 2026 ou 2027.

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,
Décident par 28 voix pour

- **DE SE JOINDRE** à la procédure de mise en concurrence pour la passation des conventions de participation pour les risques PREVOYANCE Maintien de salaire et MUTUELLE SANTE que le Centre de Gestion des Vosges va engager en 2026.
- **DE CONFIER** au Centre de Gestion des Vosges le soin de collecter les données statistiques relatives :
-aux agents actifs : auprès des assureurs actuels pour les collectivités adhérentes, pour les non adhérentes, un modèle de fiche statistiques leur sera adressé. Des extractions du logiciel AGIRHE permettront de compléter et vérifier les données récoltées ;
-aux agents retraités auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation (CNRACL et IRCANTEC).
- **D'AUTORISER** le Président à mandater le Centre de Gestion pour le lancement d'un éventuel nouveau contrat-groupe anticipé (avant le préavis défini contractuellement) en cas de modification des conditions contractuelles (augmentation conséquente des taux de cotisation à l'initiative de l'assureur par exemple) ou insatisfaction du service rendu.

2025-068

5. ACTUALISATION DES MODALITES D'EXERCICE DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.612-1 à L.612-14,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2024-1263 du 30 décembre 2024 relatif aux conditions requises pour l'accès au temps partiel de certains agents de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, et notamment son article 21,

Vu le décret n° 2020-467 du 22 avril 2020 relatif aux conditions d'aménagement d'un temps partiel annualisé pour les agents publics à l'occasion de la naissance ou de l'accueil d'un enfant,

Considérant l'assouplissement des conditions requises pour l'accès au temps partiel instauré par le décret n°2024-1263 du 30 décembre 2024,

Vu la délibération du Conseil en date du 15/05/2013,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 11 juin 2025,

Le Président rappelle à l'assemblée le cadre général du temps partiel, qu'il soit de droit ou sur autorisation, lequel constitue une possibilité d'aménagement du temps de travail des agents publics.

1. Les différents types de temps partiel

a. – Le temps partiel de droit

Bénéficiaires : fonctionnaires titulaires et stagiaires et agents contractuels de droit public, à temps complet ou à temps non complet.

Quotité : 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire du service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer.

Cas d'ouverture :

- À l'occasion de chaque naissance, jusqu'aux trois ans de l'enfant, ou de chaque adoption, jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans suivant l'arrivée au foyer de l'enfant ;

- Pour donner des soins au conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant, atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'une maladie ou d'un accident grave ;
- Lorsqu'ils relèvent, en tant que personnes handicapées, de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, après avis du service de médecine préventive.

b. – Le temps partiel sur autorisation

Bénéficiaires : fonctionnaires titulaires et stagiaires employés en activité ou en détachement et agents contractuels de droit public (y compris agents contractuels en situation de handicap recrutés sur la base de l'article L352-4 du code général de la fonction publique), employés à temps complet et à temps non complet.

Quotité :

- Pour les fonctionnaires et agents contractuels à temps complet : la durée du service ne peut être inférieure au mi-temps ;
- Pour les fonctionnaires et agents contractuels à temps non complet : 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la durée hebdomadaire du service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer.

2. Dispositions communes au temps partiel de droit ou sur autorisation

a. – Durée et renouvellement

Quelle que soit la forme de temps partiel (de droit ou sur autorisation) l'agent doit déposer une demande auprès de l'autorité territoriale.

L'autorisation d'exercer un service à temps partiel est accordée pour une période comprise entre 6 mois et un an. Cette période est renouvelable par tacite reconduction pour la même durée, dans la limite de 3 ans. A l'issue de cette période de trois ans, le renouvellement de l'autorisation de travail à temps partiel doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse.

b. – Réintégration ou modification

Avant terme :

La réintégration à temps plein ou la modification des conditions d'exercice du temps partiel peut intervenir avant l'expiration de la période en cours, sur demande des intéressés présentée au moins deux mois avant la date souhaitée.

La réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale.

A terme :

A l'issue d'une période de service à temps partiel, les agents sont admis à réintégrer à temps plein leur emploi ou, à défaut, un emploi correspondant à leur grade (fonctionnaire) ou analogue (contractuels).

Toutefois, s'il n'existe aucune possibilité d'emploi à temps partiel, l'agent contractuel peut être maintenu à titre exceptionnel à temps partiel en raison des nécessités de fonctionnement du service.

Le Président rappelle à l'assemblée que, si la réglementation précitée fixe le cadre général dans lequel s'exerce le temps partiel, les modalités d'exercice du travail à temps partiel au sein de la collectivité sont fixées par l'organe délibérant, après avis du comité social territorial.

Il appartient ensuite au Président d'accorder les autorisations individuelles en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services, dans le respect des dispositions législatives et réglementaire et du cadre instauré par la présente délibération, et d'apprécier les modalités d'organisation du temps partiel demande, en fixant notamment la répartition du temps de travail de l'agent bénéficiaire.

Il est proposé au Bureau de fixer les modalités du temps partiel conformément aux dispositions suivantes :

Article 1 – Bénéficiaires

L'exercice de fonctions à temps partiel peut être autorisé pour les agents titulaires, stagiaires et agents contractuels de droit public sous réserve des nécessités de service.

Article 2 – Quotités

L'autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel sera accordée selon les quotités suivantes :

Temps partiel de droit	Temps partiel sur autorisation
50%, 60, 70%, ou 80% de la durée hebdomadaire du service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer	Agents à temps complet : Les quotités de temps partiel sur autorisation seront fixées au cas par cas entre 50 et 99 % de la durée hebdomadaire de travail afférente au temps plein.
	Agents à temps non complet : 50%, 60%, 70%, 80% ou 90% de la durée hebdomadaire du service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer

Article 3 – Organisation du travail

Le temps partiel est organisé dans le cadre **hebdomadaire**.

Article 4 – Demande de l'agent

Les demandes de bénéfice d'un temps partiel devront être formulées dans un délai de délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée.

Les demandes de renouvellement du temps partiel devront être formulées dans un délai de 2 mois avant l'expiration de la période en cours,

La demande de l'agent devra comporter :

- La période ;
- La quotité de travail souhaitée ;
- L'organisation souhaitée sous réserve qu'elle soit compatible avec les modalités retenues par la présente délibération ;
- Le cas échéant, les justificatifs afférents au motif de la demande ;
- Pour les fonctionnaires affiliés à la CNRACL le souhaitant, la demande de surcotation pendant la période de temps partiel.

Article 5 – Durée de l'autorisation

La durée des autorisations est fixée pour une période comprise entre six mois et un an renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique dans la limite de trois ans.

A l'issue de ces trois ans, le renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresses.

Dans le cadre du temps partiel pour création ou reprise d'entreprise, l'autorisation est accordée pour une durée maximale de trois ans, renouvelable un an à compter de la création ou reprise d'entreprise. Une nouvelle autorisation d'accomplir un service à temps partiel pour une création ou reprise d'entreprise ne peut être à nouveau octroyée moins de trois ans après la fin d'un temps partiel pour le même motif.

Article 6 – Rémunération

La rémunération perçue par l'agent à temps partiel est calculée proportionnellement à la quotité effectuée.

Pour les quotité égales à 80 ou 90%, l'agent perçoit respectivement 6/7 et 32/35 du plein traitement.

Le supplément familial de traitement ne peut être inférieur au montant minimum versé aux fonctionnaires travaillant à temps plein ayant le même nombre d'enfants à charge.

Article 7 – Congés

Le nombre de jours de congés et jours RTT est calculé au prorata du service à temps complet.

Article 8 – Réintégration ou modification en cours de période

La réintégration à temps plein ou la modification des conditions d'exercice du temps partiel peut intervenir en cours de période, sur demande de l'agent présentée au moins deux mois avant la date souhaitée.

La réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, tel qu'une diminution importante de revenus ou un changement de situation familiale.

En tout état de cause, la demande de réintégration anticipée sera examinée au regard des contraintes d'organisation du service.

L'autorisation de temps partiel est suspendue pendant la durée du congé de maternité, de paternité ou d'adoption. Pendant la durée de ce congé, le bénéficiaire est rétabli dans les droits des agents exerçant leurs fonctions à temps plein. Au terme du congé de maternité ou de paternité ou d'adoption, l'agent qui n'a pas achevé la période d'autorisation de temps partiel en cours, reprend ses fonctions à temps partiel pour la période restant à courir.

Article 9 - Refus du temps partiel

Pour le temps partiel sur autorisation et en cas de refus, l'employeur fait connaître à l'agent sa décision de refus par écrit, dans les conditions des articles L.211-2 à L.211-7 du code des relations entre le public et l'administration. La décision doit être motivée.

Le refus ou tout litige relatif à l'exercice du temps partiel peut être porté :

- devant la commission administrative paritaire pour les fonctionnaires et stagiaires,
- devant la commission consultative paritaire pour les agents contractuels de droit public

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,
Décident par 28 voix pour

- **D'INSTITUER** le temps partiel pour les agents de la collectivité selon les modalités exposées ci-dessus à compter de ce jour,
- **DE DONNER** tout pouvoir au Président afin d'accorder les autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services, dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et de la présente délibération,

2025-069

6. TRAVAUX D'EXTENSION ET DE FERMETURE DU QUAI DE TRANSFERT A LA DECHETERIE A NEUFCHATEAU

Par délibération du 11 juillet 2020, le Conseil de Communauté de l'Ouest Vosgien autorisait le Bureau à prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution, le règlement et la résiliation des marchés à procédures adaptées tels que définis aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la Commande Publique, lorsque les crédits sont prévus au budget, et à prendre toutes décisions concernant une modification des contrats en cours d'exécution et avenants des marchés passés selon une procédure adaptée (MAPA) entraînant une augmentation du montant du contrat supérieure à 5% lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Une consultation à procédure adaptée a été lancée le 17 avril 2025. Elle concerne un marché de travaux en vue de la réalisation des travaux d'extension et de fermeture du quai de transfert à la déchèterie de Neufchâteau (88).

Les prestations sont réparties en 4 lots, attribués par marchés séparés et définis comme suit :

- LOT 01 VRD
- LOT 02 MACONNERIE GROS-OEUVRE
- LOT 03 BATIMENT MÉTALLIQUE COUVERTURE BARDAGE
- LOT 04 ELECTRICITE

Le délai global d'exécution des prestations est de 9 mois.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

- Mandataire : SARL Agence d'architecture CLAUSE & associés - Architecte D.P.L.G
19, Avenue de Herringen - 88300 NEUFCHATEAU
- Co-traitant : BORTOLUZZI Ingénierie - 3B, rue des Pyroligneux - 52310 BOLOGNE

L'avis de publicité a été envoyé le 17 avril 2025 sur la plate-forme de dématérialisation site : <https://www.xmarchés.fr>, et sur le site BOAMP - Avis n°25-44499.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN
PROCES VERBAL DE SEANCE
BUREAU DU MARDI 24 JUIN 2025

Les plis ont été ouverts le 19 mai 2023 à 13H30 - salle de réunion de la CCOV et transmis à l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de leur analyse.

La Commission MAPA s'est réunie pour analyser les offres le mardi 17 juin 2025 à 10h00 – Salle de réunion de la piscine intercommunale – place Pitet à Neufchâteau et a proposé de retenir les offres suivantes :

	Entreprises	Montant HT
LOT 01 - VRD	TERRA VHM	130 100.00 €
LOT 02 MACONNERIE GROS-OEUVRE	SA JEAN FERRY	88 878.60 €
LOT 03 BATIMENT MÉTALLIQUE COUVERTURE BARDAGE	METALLIC 80	87 700.00 €
LOT 04 ELECTRICITE	SARL FAUVET MARTIN	8 711.00 €

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,

Décident par 28 voix pour

- **DE VALIDER** la décision de la commission MAPA,
- **D'AUTORISER** le Président à signer les pièces de ces marchés et à prendre toutes décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement de ces marchés.
- **D'IMPUTER** les dépenses correspondantes au Budget Général.

2025-070

7. PROGRAMME DE TRAVAUX DE RESTAURATION, RENATURATION ET ENTRETIEN DE LA MEUSE, DE LA SAONELLE, DU VAIR INFÉRIEUR ET LEURS AFFLUENTS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN 2eme ANNEE DE TRAVAUX

Par délibération du 11 juillet 2020, le Conseil de Communauté de l'Ouest Vosgien autorisait le Bureau à prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution, le règlement et la résiliation des marchés à procédures adaptées tels que définis aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la Commande Publique, lorsque les crédits sont prévus au budget, et à prendre toutes décisions concernant une modification des contrats en cours d'exécution et avenants des marchés passés selon une procédure adaptée (MAPA) entraînant une augmentation du montant du contrat supérieure à 5% lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Une consultation à procédure adaptée a été lancée le 03 avril 2025 portant sur le programme de travaux de restauration, renaturation et entretien de la Meuse, de la Saônelle, le Vair inférieur et leurs affluents sur le territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien. 2^{ème} année de travaux.

Le programme de travaux retenu pour l'année 2 porte sur 4 tronçons et comporte exclusivement des opérations d'entretien, de restauration de la ripisylve ainsi que des aménagements agricoles.

Lieu d'exécution des prestations :

- tronçon S5 : la Saônelle du pont de Villouxel jusqu'à la confluence avec le ruisseau de Rorthey,
- Ruisseau de Gouécourt (RGOU) affluent rive gauche du Vair qui conflue en aval de Moncel-sur-Vair,
- Ruisseau de Bucheronrupt (RBUC) affluent du Vair rive gauche, qui s'écoule le long de la limite communale de Moncel sur Verre et Maxey-sur-Meuse
- Tronçon M4 : Meuse sur le territoire communal de Domremy-la-Pucelle, de la parcelle cadastrale 71 jusqu'à la limite communale de Maxey sur Meuse. Le tronçon intègre également le bief du moulin en rive gauche de la Meuse.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé par un acheteur avec montant maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre : 210 000.00 € HT correspondant à l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP et DQE.

Bons de commandes :

La réalisation des prestations est subordonnée à l'obtention d'autorisations des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux seront réalisés. A ce jour, il reste quelques autorisations à obtenir pour pouvoir réaliser l'ensemble des travaux décrits dans le CCTP et le DQE.

Les bons de commande seront émis pour la réalisation des prestations en fonction des autorisations obtenues.

Le délai d'exécution des prestations est de 18 mois (dont 4 semaines de préparation)

Dates prévisionnelles : les travaux débuteront en octobre 2025.

La maîtrise d'oeuvre est assurée par :

IRH Ingénieur conseil - Direction nord et Est – Pôle eau
427, rue Lavoisier - CS 50155 - 54714 LUDRES CEDEX

L'avis de publicité a été envoyé le 03 avril 2025 sur la plate-forme de dématérialisation site : <https://www.xmarchés.fr>, et sur le site BOAMP - Avis n°25-37701.

Les plis ont été ouverts le 15 mai 2025 à 14h00 - salle de réunion de la CCOV et transmis à l'équipe de maîtrise d'oeuvre en vue de leur analyse.

La Commission MAPA s'est réunie pour analyser les offres le mardi 17 juin 2025 à 10h00 – Salle de réunion de la piscine intercommunale – place Pitet à Neufchâteau et a proposé de retenir l'offre suivante :

Entreprise :

SW ENVIRONNEMENT

ZA de l'Orme

54 385 NOVIANT AU PRE

Montant HT : 172 002.25 €

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,

Décident par 28 voix pour

- **DE VALIDER** la décision de la commission MAPA,
- **D'AUTORISER** le Président à signer les pièces de ce marché et à prendre toutes décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement de ce marché,
- **D'IMPUTER** les dépenses correspondantes au Budget Général.

2025-071

8. TRAVAUX D'EXTENSION DE LA MAISON DE SANTE A CHATENOIS

Par délibération du 11 juillet 2020, le Conseil de Communauté de l'Ouest Vosgien autorisait le Bureau à prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution, le règlement et la résiliation des marchés à procédures adaptées tels que définis aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la Commande Publique, lorsque les crédits sont prévus au budget, et à prendre toutes décisions concernant une modification des contrats en cours d'exécution et avenants des marchés passés selon une procédure adaptée (MAPA) entraînant une augmentation du montant du contrat supérieure à 5% lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Une consultation à procédure adaptée a été lancée le 25 avril 2025. Elle concerne un marché de travaux en vue de la réalisation des travaux d'extension de la maison de santé de Chatenois (88).

Les prestations sont réparties en 12 lots, attribués par marchés séparés et définis comme suit :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN
 PROCES VERBAL DE SEANCE
 BUREAU DU MARDI 24 JUIN 2025

- LOT N° 1 VRD
- LOT N° 2 GROS OEUVRE
- LOT N° 3 COUVERTURE BACS ACIER / ETANCHEITE
- LOT N° 4 MENUISERIES EXTERIEURES
- LOT N° 5 PLATRERIE
- LOT N° 6 MENUISERIES INTERIEURES
- LOT N° 7 ELECTRICITE
- LOT N° 8 PLOMBERIE / SANITAIRE
- LOT N° 9 CHAUFFAGE / VENTILATION
- LOT N°10 REVETEMENTS DE SOLS
- LOT N°11 PEINTURE (lot 11 réservé dans sa totalité aux structures d'insertion par l'activité économique)
- LOT N°12 ENDUITS

Aucune variante libre n'est autorisée.

Les prestations supplémentaires éventuelles concernent uniquement le lot n° 3.

Le délai global d'exécution des prestations est de 65 semaines.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

- Mandataire : SARL VOSGES ARCHITECTURE - 50, Rue d'Alsace – 88000 EPINAL,
- Co-traitant : SAS ADAM VOSGES - 8, Allée des Frênes – ZI de la Voivre – BP 1007 – 88050 EPINAL CEDEX 9,
- Co-traitant : SAS SINGLER & ASSOCIES - 45, Rue des Ponts – 54000 NANCY.

L'avis de publicité a été envoyé le 25 avril 2025 sur la plate-forme de dématérialisation site : <https://www.xmarchés.fr>, et sur le site BOAMP - Avis n°25-47391.

Les plis ont été ouverts le 26 mai 2023 à 16H00 - salle de réunion de la CCOV et transmis à l'équipe de maitrise d'œuvre en vue de leur analyse.

La Commission MAPA s'est réunie pour analyser les offres le mardi 17 juin 2025 à 10h00 – Salle de réunion de la piscine intercommunale – place Pitet à Neufchâteau et a proposé de retenir les offres suivantes :

	Entreprises	Montant HT
LOT 01 - VRD	Entreprise GENTET Voie de chaume – ZA 88260 LERRAIN	48 087,50 €
LOT 02 –GROS ŒUVRE	Entreprise Jean FERRY ZA Voie Romaine 88630 SOULOSSE SOUS SAINT ELOPHE	258 987,74 €
LOT N° 3 COUVERTURE BACS ACIER / ETANCHEITE	Aucune offre reçue, le lot est déclaré infructueux. Un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable sera lancé en vue de l'attribution du lot.	
LOT N° 4 MENUISERIES EXTERIEURES	MIROITERIE DE LA VOGUE 9, Allée de l'an 2000 88300 MONT LES NEUFCHATEAU	Base : 106 985,20 € PSE : 17 780,00 € Total :124 765,20 €
LOT N° 5 PLATRERIE	PARANT PLATRERIE ISOLATION 288, Rue du 12 Septembre 1944 88300 NEUFCHATEAU	72 040,72 €
LOT N° 6 MENUISERIES INTERIEURES	MENUISERIE JOLY Rue de la Gare 88270 HAROL	56 970,30 €
LOT N° 7 ELECTRICITE	ELECTRICITE LOMBARD 2, Rue Saint Pierre	56 222,00 €

	88320 MARTIGNY LES BAINS	
LOT N° 8 PLOMBERIE / SANITAIRE	HENRY Eric 26, Rue des Avioux 88350 LIFFOL LE GRAND	25 996,25 €
LOT N° 9 CHAUFFAGE / VENTILATION	Entreprise DENIS FOLKMANN 16, Rue Léo Valentin 88000 EPINAL	166 206,04 €
LOT N°10 REVETEMENTS DE SOLS	EUROP REVETEMENTS 522, Rue du Tissage 88220 DOUNOUX	39 504,42 €
LOT N°11 PEINTURE (lot 11 réservé dans sa totalité aux structures d'insertion par l'activité économique)	Aucune offre reçue, le lot est déclaré infructueux. Un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable sera lancé en vue de l'attribution du lot.	
LOT N°12 ENDUITS	Entreprise M2R 29, Rue du Champ de mars 54300 CHANTEHEUX	20 384,00 €

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,
Décident par 28 voix pour

- **DE VALIDER** la décision de la commission MAPA,
- **D'AUTORISER** le Président à signer les pièces de ces marchés et à prendre toutes décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement de ces marchés.
- **D'IMPUTER** les dépenses correspondantes au Budget Général.

2025-072

9. MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICES – BALAYAGE MÉCANISÉ DE VOIRIES

Par délibération du 11 juillet 2020, le Conseil de Communauté de l'Ouest Vosgien autorisait le Bureau à prendre toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution, le règlement et la résiliation des marchés à procédures adaptées tels que définis aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la Commande Publique, lorsque les crédits sont prévus au budget, et à prendre toutes décisions concernant une modification des contrats en cours d'exécution et avenants des marchés passés selon une procédure adaptée (MAPA) entraînant une augmentation du montant du contrat supérieure à 5% lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Une consultation à procédure adaptée a été lancée le 25 avril 2025. Elle concerne un accord-cadre relatif à des prestations de balayage mécanisé des voiries passé par la centrale d'achat de la CCOV, au profit de ses communes membres et pour ses propres besoins.

Elle concerne les caniveaux, voies en revêtement imperméable, les zones de stationnement, places, carrefours, ilots, giratoires,... avec aspiration des feuilles mortes, sable, graviers, et détritux.

Ainsi, la CCOV passe le marché objet de la présente procédure au titre de sa compétence de centrale d'achat et jusqu'à sa notification.

Par la suite, l'exécution matérielle et financière sera de la responsabilité de chaque commune devenue partie à cet accord-cadre.

Liste des communes souhaitant bénéficier de la prestation :

Avranville, Bréchainville, Châtenois, Chermisey, Clérey-la-Côte, Coussey, Dolaincourt, Dommartin-sur-Vraine, Frebécourt, Fréville, Grand, Greux, Liffol-le-Grand, Liffol-le-Petit, Longchamp-sous-Châtenois, Maconcourt, Ménil-en-Xaintois, Morelmaison, Neufchâteau, Pargny-sous-Mureau, Pleuvezain, Pompière, Rainville, Rebeville, Removille, Rouvres-la-Chétive, Ruppes, Sartres, Sionne, Soncourt, Soulosse-sous-Saint-Elophé, Trampot, Tranqueville-Graux, Vouxey, voiries intercommunales gérées par la CCOV.

La fréquence de balayage est variable, selon les communes (de 1 à 24 fois par an).

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN
PROCES VERBAL DE SEANCE
BUREAU DU MARDI 24 JUIN 2025

Les autres communes de la CCOV, si elles le souhaitent, ont la possibilité d'intégrer le marché en cours de procédure.

L'avis de publicité a été envoyé le 25 avril 2025 sur la plate-forme de dématérialisation site : <https://www.xmarchés.fr>, et sur le site BOAMP - Avis n°25-47415.

Les plis ont été ouverts le 04 juin 2025 à 09h30 - salle de réunion de la CCOV et le service marchés publics s'est chargé de l'analyse.

La Commission MAPA s'est réunie pour analyser les offres le mardi 17 juin 2025 à 10h00 – Salle de réunion de la piscine intercommunale – place Pitet à Neufchâteau et a émis à l'unanimité un avis favorable en vue de retenir l'offre de :

SAS ACMD – 33 route de Beaufremont – 88170 BALLEVILLE

Avec les prix unitaires suivants :

P01	Balayage voiries et giratoire Prix au km	35,50 €
P02	Balayage places et parking prix au m ²	0,24 €
P03	Nettoyage des avaloirs Prix à l'unité	12.50 €

Les membres du Bureau, après en avoir délibéré,
Décident par 28 voix pour

- **DE VALIDER** la décision de la commission MAPA,
- **D'AUTORISER** le Président à signer les pièces de ce marché et à prendre toutes décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement de ce marché,
- **D'IMPUTER** les dépenses correspondantes au Budget Général.

Séance levée à 19h

Le Président,
Simon LECLERC

Le secrétaire de séance,
Guy SAUVAGE, 1er VP